

Le débarquement du 6 juin 1944, du mythe à la réalité

par Annie Lacroix-Riz

En 70 ans, le mythe de la libération de l'Europe par les Anglo-Saxons s'est imposé. Pourtant, rappelle le professeur Annie Lacroix-Riz, le projet de Washington et de Londres n'était pas prioritairement de lutter contre le nazisme, mais contre le communisme. Ce ne sont pas les troupes états-uniennes qui ont vaincu le Reich, mais avant tout les Soviétiques.

RÉSEAU VOLTAIRE | 4 JUIN 2014



Le triomphe du mythe de la libération états- unienne de l'Europe

En juin 2004, lors du 60e anniversaire (et premier décennal célébré au XXIe siècle) du « débarquement allié » en Normandie, à la question « Quelle est, selon vous, la nation qui a le plus contribué à la défaite de l'Allemagne » l'Ifop afficha une réponse strictement inverse de celle collectée en mai 1945 : soit respectivement pour les États-Unis, 58 % (2004) et 20 % (1945),

et pour l'URSS, 20 et 57 % [1]. Du printemps à l'été 2004 avait été martelé que les soldats US avaient, du 6 juin 1944 au 8 mai 1945, sillonné l'Europe « occidentale » pour lui rendre l'indépendance et la liberté que lui avait ravies l'occupant allemand et que menaçait l'avancée de l'armée rouge vers l'Ouest. Du rôle de l'URSS, victime de cette « très spectaculaire [inversion des pourcentages] avec le temps » [2], il ne fut pas question. Le (70e) cru 2014 promet pire sur la présentation respective des « Alliés » de la Deuxième Guerre mondiale, sur fond d'invectives contre l'annexionnisme russe en Ukraine et ailleurs [3].

La légende a progressé avec l'expansion états-unienne sur le continent européen planifiée à Washington depuis 1942 et mise en œuvre avec l'aide du Vatican, tuteur des zones catholiques et administrateur, avant, pendant et après la Deuxième Guerre mondiale de la « sphère d'influence "occidentale" » [4]. Conduite en compagnie de et en concurrence avec la RFA (puis l'Allemagne réunifiée), cette poussée vers l'Est a pris un rythme effréné depuis la « chute du Mur de Berlin » (1989) : elle a pulvérisé les « buts de guerre » que Moscou avait revendiqués en juillet 1941 et atteints en 1944 (récupération du territoire de 1939-1940) et 1945 (acquisition d'une sphère d'influence recouvrant l'ancien « cordon sanitaire » d'Europe centrale et orientale, vieille voie germanique d'invasion de la Russie) [5]. Le projet états-unien avançait si vite qu'Armand Béard, diplomate en poste à Vichy et, après la Libération, conseiller d'ambassade à Washington (décembre 1944) puis à Bonn (août 1949), prédit en février 1952 : « les collaborateurs du chancelier [Adenauer] considèrent en général que le jour où l'Amérique sera en mesure de mettre en ligne une force supérieure, l'URSS se prêtera à un règlement dans lequel elle abandonnera les territoires d'Europe centrale et orientale qu'elle domine actuellement. » [6] Les prémonitions, alors effarantes, de Béard-Cassandra, sont en mai-juin 2014 dépassées : l'ancienne URSS, réduite à la Russie depuis 1991, est menacée à sa porte ukrainienne.

L'hégémonie idéologique « occidentale » accompagnant ce *Drang nach Osten* a été secondée par le temps écoulé depuis la Deuxième Guerre mondiale. Avant la Débâcle, « l'opinion française » s'était

fait « dindonn[er] par les campagnes “idéologiques” » transformant l'URSS en loup et le Reich en agneau. La grande presse, propriété du capital financier, l'avait persuadée que l'abandon de l'alliée tchécoslovaque lui vaudrait préservation durable de la paix. « Une telle annexion sera et ne peut être qu'une préface à une guerre qui deviendra inévitable, et au bout des horreurs de laquelle la France courra le plus grand risque de connaître la défaite, le démembrement et la vassalisation de ce qui subsistera du territoire national comme État en apparence indépendant », avait averti, deux semaines avant Munich, une autre Cassandra du haut état-major de l'armée [7]. Trompée et trahie par ses élites, « la France » connut le destin prévu mais ses ouvriers et employés, subissant 50 % de baisse des salaires réels et perdant 10-12kg entre 1940 et 1944, se laissèrent moins « dindonn[er] par les campagnes “idéologiques” ».

Ils perçurent certes les réalités militaires plus tard que « les milieux bien informés », mais, en nombre croissant au fil des mois, ils suivirent sur les atlas ou les cartes de la presse collaborationniste l'évolution du « front de l'Est ». Ils comprirent que l'URSS, qui réclamait en vain depuis juillet 1941 l'ouverture, à l'Ouest, d'un « second front » allégeant son martyre, portait seule le poids de la guerre. L'« enthousiasme » que suscita en eux la nouvelle du débarquement anglo-américain en Afrique du Nord (8 novembre 1942) était « éteint » au printemps suivant : « Aujourd'hui tous les espoirs sont tournés vers la Russie dont les succès remplissent de joie la population tout entière [...] Toute propagande du parti communiste est devenue inutile [...] la comparaison trop facile entre l'inaction inexplicable des uns et l'héroïque activité des autres prépare des jours pénibles à ceux qui s'inquiètent du péril bolchevique », trancha un rapport d'avril 1943 destiné au BCRA gaulliste [8].

Si duper les générations qui avaient conservé le souvenir du conflit était délicat, l'exercice est aujourd'hui devenu aisé. À la disparition progressive de ses témoins et acteurs s'est ajouté l'effondrement du mouvement ouvrier radical. Le PCF, « parti des fusillés », a longtemps informé largement, bien au-delà de ses rangs, sur les réalités de cette guerre. Ce qui en demeure en traite

moins volontiers dans sa presse, elle-même en voie de disparition, voire bat sa coulpe sur le passé « stalinien » contemporain de sa Résistance. L'idéologie dominante, débarrassée d'un sérieux obstacle, a conquis l'hégémonie sur ce terrain comme sur les autres. La sphère académique n'oppose plus rien (voire s'associe) à l'intoxication déchaînée dans la presse écrite et audiovisuelle ou le cinéma [9]. Or, les préparatifs et objectifs du 6 juin 1944 ne sont éclairés ni par le film *Il faut sauver le soldat Ryan*, ni par le long documentaire *Apocalypse*.

La Pax Americana, vue par Armand Bérard en juillet 1941

C'est bien avant le « tournant » de Stalingrad (janvier-février 1943) que les élites françaises saisirent les conséquences états-uniennes de la situation militaire née de la « résistance [...] farouche du soldat russe ». En témoigne le rapport daté de la mi-juillet 1941 que le général Paul Doyen, président de la délégation française à la Commission allemande d'armistice de Wiesbaden, fit rédiger par son collaborateur diplomatique Armand Bérard [10] :

► 1. Le Blitzkrieg était mort. « Le tour pris par les opérations » contredisait le pronostic des « dirigeants [du] IIIème Reich [qui...] n'avaient pas prévu une résistance aussi farouche du soldat russe, un fanatisme aussi passionné de la population, une guérilla aussi épuisante sur les arrières, des pertes aussi sérieuses, un vide aussi complet devant l'envahisseur, des difficultés aussi considérables de ravitaillement et de communications.

Les batailles gigantesques de tanks et d'avions, la nécessité, en l'absence de wagons à écartement convenable, d'assurer par des routes défoncées des transports de plusieurs centaines de kilomètres entraînent, pour l'Armée allemande, une usure de matériel et une dépense d'essence qui risquent de diminuer dangereusement ses stocks irremplaçables de carburants et de caoutchouc. Nous savons que l'état-major allemand a constitué trois mois de réserves d'essence. Il faut qu'une campagne de trois mois lui permette de réduire à merci le communisme soviétique, de

rétablir l'ordre en Russie sous un régime nouveau, de remettre en exploitation toutes les richesses naturelles du pays et en particulier les gisements, du Caucase. Cependant, sans souci de sa nourriture de demain, le Russe incendie au lance-flamme ses récoltes, fait sauter ses villages, détruit son matériel roulant, sabote ses exploitations ».

► 2. Le risque d'une défaite allemande (longuement détaillé par Bérard) contraignait les maîtres de la France à rallier un autre protecteur que l'impérialisme « continental » choisi depuis la « Réconciliation » des années 1920. Un tel tournant s'avérant impossible « dans les mois à venir », on passerait avec doigté de l'hégémonie allemande à l'états-unienne, inéluctable. Car « déjà les États-Unis sont sortis seuls vainqueurs de la guerre de 1918 : ils en sortiront plus encore du conflit actuel. Leur puissance économique, leur haute civilisation, le chiffre de leur population, leur influence croissante sur tous les continents, l'affaiblissement des États européens qui pouvaient rivaliser avec eux font que, quoi qu'il arrive, le monde devra, dans les prochaines décades, se soumettre à la volonté des États-Unis. [11] » Bérard distinguait donc dès juillet 1941 le futur vainqueur militaire soviétique – que le Vatican identifia clairement peu après [12], que la guerre d'attrition allemande épuiserait, du « seul vainqueur », par sa « puissance économique », qui pratiquerait dans cette guerre comme dans la précédente la « stratégie périphérique ».

La « stratégie périphérique » et la Pax Americana contre l'URSS

Les États-Unis, n'ayant jamais souffert d'occupation étrangère ni d'aucune destruction depuis la soumission du Sud agricole (esclavagiste) au Nord industriel, avaient cantonné leur armée permanente à des missions aussi impitoyables qu'aisées, avant (et éventuellement depuis) l'ère impérialiste : liquidation des populations indigènes, soumission de voisins faibles (« l'arrière-cour » latino-américaine) et répression intérieure. Pour l'expansion impériale, la consigne du chantre de l'impérialisme

Alfred Mahan —développer indéfiniment la Marine—, s'était enrichie sous ses successeurs des mêmes prescriptions concernant l'aviation [13]. Mais la modestie de leurs forces armées terrestres dictait leur incapacité dans un conflit européen. Victoire une fois acquise par pays interposé, fournisseur de la « chair à canon » (« *canon fodder* »), des forces états-uniennes tardivement déployées investiraient, comme à partir du printemps 1918, le territoire à contrôler : désormais, ce serait à partir de bases aéronavales étrangères, celles d'Afrique du Nord s'ajoutant depuis novembre 1942 aux britanniques [14].

L'Entente tripartite (France, Angleterre, Russie) s'était en 1914 partagé le rôle militaire, finalement dévolu, vu le retrait russe, à la France surtout. C'est l'URSS seule qui l'assumerait cette fois dans une guerre états-unienne qui, selon l'étude secrète de décembre 1942 du Comité des chefs d'états-majors interarmées (*Joint Chiefs of Staff*, JCS), se fixait pour norme d'« ignorer les considérations de souveraineté nationale » des pays étrangers. En 1942-1943, le JCS 1° tira du conflit en cours (et du précédent) la conclusion que la prochaine guerre aurait « pour épine dorsale les bombardiers stratégiques américains » et que, simple « instrument de la politique américaine, une armée internationale » chargée des tâches subalternes (terrestres) « internationaliserait et légitimerait la puissance américaine » ; et 2° dressa l'interminable liste des bases d'après-guerre sillonnant l'univers, colonies des « alliés » comprises (JCS 570) : rien ne pourrait nous conduire à « tolérer des restrictions à notre capacité à faire stationner et opérer l'avion militaire dans et au-dessus de certains territoires sous souveraineté étrangère », trancha le général Henry Arnold, chef d'état-major de l'Air, en novembre 1943 [15].

La « Guerre froide » transformant l'URSS en « ogre soviétique » [16] débriderait les aveux sur la tactique subordonnant l'usage de la « chair à canon » des alliés (momentanés) aux objectifs des « bombardements stratégiques américains ». En mai 1949, Pacte atlantique signé (le 4 avril), Clarence Cannon, président de la commission des Finances de la Chambre des représentants (*House Committee on Appropriations*) glorifia les fort coûteux « bombardiers terrestres de grand raid capables de transporter la

bombe atomique qui “en trois semaines auraient pulvérisé tous les centres militaires soviétiques” » et se félicita de la « contribution » qu’apporteraient nos « alliés [...] en envoyant les jeunes gens nécessaires pour occuper le territoire ennemi après que nous l’aurons démoralisé et anéanti par nos attaques aériennes. [...] Nous avons suivi un tel plan pendant la dernière guerre » [17].

Les historiens états–uniens Michael Sherry et Martin Sherwin l’ont montré : c’est l’URSS, instrument militaire de la victoire, qui était la cible simultanée des futures guerres de conquête —et non le Reich, officiellement désigné comme ennemi « des Nations unies »—. On comprend pourquoi en lisant William Appleman Williams, un des fondateurs de « l’école révisionniste » (progressiste) américaine. Sa thèse sur [18] « les relations américano–russes de 1781 à 1947 » (1952) a démontré que l’impérialisme US ne supportait aucune limitation à sa sphère d’influence mondiale, que la « Guerre froide », née en 1917 et non en 1945–1947, avait des fondements non idéologiques mais économiques, et que la russophobie états–unienne datait de l’ère impérialiste [19]. « L’entente [russo–américaine] lâche et informelle [...] s’était rompue sur les droits de passage des chemins de fer [russes] de Mandchourie méridionale et de l’Est chinois entre 1895 et 1912 ». Les Soviets eurent au surplus l’audace d’exploiter eux–mêmes leur caverne d’Ali Baba, soustrayant aux capitaux états–uniens leur immense territoire (22 millions de km²). Voilà ce qui généra « la continuité, de Theodore Roosevelt et John Hay à Franklin Roosevelt en passant par Wilson, Hugues et Hoover, de la politique américaine en Extrême–Orient » [20] mais aussi en Afrique et en Europe, autres champs privilégiés « d’un partage et d’un repartage du monde » [21] états–uniens renouvelés sans répit depuis 1880–1890.

Washington prétendait opérer ce « partage–repartage » à son bénéfice exclusif, raison fondamentale pour laquelle Roosevelt mit son veto à toute discussion en temps de guerre avec Staline et Churchill sur la répartition des « zones d’influence ». L’arrêt des armes lui assurerait la victoire militaire à coût nul, vu l’état pitoyable de son grand rival russe, ravagé par l’assaut allemand [22]. En février–mars 1944, le milliardaire Harriman, ambassadeur à Moscou depuis 1943, s’accordait avec deux

rapports des services « russes » du Département d'État (« Certains aspects de la politique soviétique actuelle » et « La Russie et l'Europe orientale ») pour penser que l'URSS, « appauvrie par la guerre et à l'affût de notre assistance économique [...], un de nos principaux leviers pour orienter une action politique compatible avec nos principes », n'aurait même pas la force d'empiéter sur l'Est de l'Europe bientôt américaine. Elle se contenterait pour l'après-guerre d'une promesse d'aide états-unienne, ce qui nous permettrait « d'éviter le développement d'une sphère d'influence de l'Union Soviétique sur l'Europe orientale et les Balkans » [23]. Pronostic manifestant un optimisme excessif, l'URSS n'ayant pas renoncé à s'en ménager une.

La Pax Americana dans le tronçon français de la zone d'influence

Les plans de paix synarchiques...

Ce « levier » financier était, tant à l'Ouest qu'à l'Est, « une des armes les plus efficaces à notre disposition pour influencer sur les événements politiques européens dans la direction que nous désirons » [24].

En vue de cette *Pax Americana*, la haute finance synarchique, cœur de l'impérialisme français particulièrement représenté outre-mer —Lemaigre-Dubreuil, chef des huiles Lesieur (et de sociétés pétrolières), le président de la banque d'Indochine Paul Baudouin, dernier ministre des Affaires étrangères de Reynaud et premier de Pétain, etc.—, négocia, plus activement depuis le second semestre 1941, avec le financier Robert Murphy, délégué spécial de Roosevelt en Afrique du Nord. Futur premier conseiller du gouverneur militaire de la zone d'occupation états-unienne en Allemagne et un des chefs des services de renseignements, de l'*Office of Strategic Services* (OSS) de guerre à la *Central Intelligence Agency* de 1947, il s'était installé à Alger en décembre 1940. Ce catholique intégriste y préparait le débarquement des États-Unis en Afrique du Nord, tremplin vers l'occupation de

l'Europe qui commencerait par le territoire français quand l'URSS s'apprêterait à franchir ses frontières de 1940-1941 pour libérer les pays occupés [25]. Ces pourparlers secrets furent tenus en zone non occupée, dans « l'empire », via les « neutres », des pro-hitlériens Salazar et Franco, sensibles aux sirènes états-uniennes, aux Suisses et aux Suédois, et via le Vatican, aussi soucieux qu'en 1917-1918 d'assurer une paix douce au Reich vaincu. Prolongés jusqu'à la fin de la guerre, ils inclurent dès 1942 des plans de « retournement des fronts », contre l'URSS, qui percèrent avant la capitulation allemande [26] mais n'eurent plein effet qu'après les 8-9 mai 1945.

Traitant d'affaires économiques immédiates (en Afrique du Nord) et futures (métropolitaines et coloniales pour l'après-Libération) avec les grands synarques, Washington comptait aussi sur eux pour évincer De Gaulle, également haï des deux parties. En aucun cas parce qu'il était une sorte de dictateur militaire insupportable, conformément à une durable légende, au grand démocrate Roosevelt. De Gaulle déplaisait seulement parce que, si réactionnaire qu'il eût été ou fût, il tirait sa popularité et sa force de la Résistance intérieure (surtout communiste) : c'est à ce titre qu'il entraverait la mainmise totale des États-Unis, alors qu'un « Vichy sans Vichy » offrirait des partenaires honnis du peuple, donc aussi dociles *perinde ac cadaver* aux injonctions états-uniennes qu'ils l'étaient aux ordres allemands. Cette formule US, finalement vouée à l'échec vu le rapport de forces général et français, eut donc pour héros successifs, de 1941 à 1943, les cagouleurs vichystes Weygand, Darlan puis Giraud, champions avérés de dictature militaire [27], si représentatifs du goût de Washington pour les étrangers acquis à la liberté de ses capitaux et à l'installation de ses bases aéronavales [28].

On ne s'efforçait pas d'esquiver De Gaulle pour subir les Soviets : épouvantés par l'issue de la bataille de Stalingrad, les mêmes financiers français dépêchèrent aussitôt à Rome leur tout dévoué Emmanuel Suhard, instrument depuis 1926 de leurs plans de liquidation de la République. Le cardinal-archevêque (de Reims) avait été, la Cagoule ayant opportunément en avril 1940 liquidé son prédécesseur Verdier, nommé à Paris en mai juste après

l'invasion allemande (du 10 mai) : ses mandants et Paul Reynaud, complice du putsch Pétain-Laval imminent, l'envoyèrent amorcer à Madrid le 15 mai, via Franco, les tractations de « Paix » (capitulation) avec le Reich [29]. Suhard fut donc à nouveau chargé de préparer, en vue de la *Pax Americana*, les pourparlers avec le nouveau tuteur : il devait demander à Pie XII de poser « à Washington », via Myron Taylor, ancien président de l'*US Steel* et depuis l'été 1939 « représentant personnel » de Roosevelt « auprès du pape », « la question suivante : "Si les troupes américaines sont amenées à pénétrer en France, le gouvernement de Washington s'engage-t-il à ce que l'occupation américaine soit aussi totale que l'occupation allemande ?" », à l'exclusion de toute « autre occupation étrangère (soviétique). Washington a répondu que les États-Unis se désintéresseraient de la forme future du gouvernement de la France et qu'ils s'engageaient à ne pas laisser le communisme s'installer dans le pays » [30]. La bourgeoisie, nota un informateur du BCRA fin juillet 1943, « ne croyant plus à la victoire allemande, compte [...] sur l'Amérique pour lui éviter le bolchevisme. Elle attend le débarquement anglo-américain avec impatience, tout retard lui apparaissant comme une sorte de trahison ». Ce refrain fut chanté jusqu'à la mise en œuvre de l'opération *Overlord* [31].

... Contre les espérances populaires

Au « bourgeois français [qui avait] toujours considéré le soldat américain ou britannique comme devant être naturellement à son service au cas d'une victoire bolchevique », les RG opposaient depuis février 1943 « le prolétariat », qui exultait : « les craintes de voir "sa" victoire escamotée par la haute finance internationale s'estompent avec la chute de Stalingrad et l'avance générale des soviets » [32]. De ce côté, à la rancœur contre l'inaction militaire des Anglo-Saxons contre l'Axe s'ajouta la colère provoquée par leur guerre aérienne contre les civils, ceux des « Nations unies » compris. Les « bombardements stratégiques américains », ininterrompus depuis 1942, frappaient les populations mais

épargnaient les Konzerne partenaires, IG Farben en tête comme le rapporta en novembre « un très important industriel suédois en relations étroites avec [le géant chimique], retour d'un voyage d'affaires en Allemagne » : à Francfort, « les usines n'ont pas souffert », à Ludwigshafen, « les dégâts sont insignifiants », à Leverkusen, « les usines de l'IG Farben [...] n'ont pas été bombardées » [33].

Rien ne changea jusqu'en 1944, où un long rapport de mars sur « les bombardements de l'aviation anglo-américaine et les réactions de la population française » exposa les effets de « ces raids meurtriers et inopérants » : l'indignation enflait tant depuis 1943 qu'elle ébranlait l'assise du contrôle états-unien imminent du territoire. Depuis septembre 1943 s'étaient intensifiées les attaques contre la banlieue de Paris, où les bombes étaient comme « jetées au hasard, sans but précis, et sans le moindre souci d'épargner des vies humaines ». Nantes avait suivi, Strasbourg, La Bocca, Annecy, puis Toulon, qui avait « mis le comble à la colère des ouvriers contre les Anglo-Saxons » : toujours les mêmes morts ouvriers et peu ou pas d'objectifs industriels touchés. Les opérations préservaient toujours l'économie de guerre allemande, comme si les Anglo-Saxons « craignaient de voir finir la guerre trop vite ». Ainsi trônaient intacts les hauts-fourneaux, dont la « destruction paralyserait immédiatement les industries de transformation, qui cesseraient de fonctionner faute de matières premières ». Se répandait « une opinion très dangereuse [...] dans certaines parties de la population ouvrière qui a été durement frappée par les raids. C'est que les capitalistes anglo-saxons ne sont pas mécontents d'éliminer des concurrents commerciaux, et en même temps de décimer la classe ouvrière, de la plonger dans un état de détresse et de misère qui lui rendra plus difficile après la guerre la présentation de ses revendications sociales. Il serait vain de dissimuler que l'opinion française est, depuis quelque temps, considérablement refroidie à l'égard des Anglo-Américains », qui reculent toujours devant « le débarquement promis [...]. La France souffre indiciblement [...] Les forces vives du pays s'épuisent à une cadence qui s'accélère de jour en jour, et la confiance dans les alliés prend une courbe descendante. [...] Instruits par la cruelle

réalité des faits, la plupart des ouvriers portent désormais tous leurs espoirs vers la Russie, dont l'armée est, à leur avis, la seule qui puisse venir à bout dans un délai prochain de la résistance des Allemands » [34].

C'est donc dans une atmosphère de rancœur contre ces « alliés » aussi bienveillants pour le Reich qu'avant et après 1918 qu'eut lieu leur débarquement du 6 juin 1944. Colère et soviétophilie populaires persistèrent, donnant au PCF un écho qui inquiétait l'État gaulliste imminent : « le débarquement a enlevé à sa propagande une part de sa force de pénétration », mais « le temps assez long qu'ont mis les armées anglo-américaines à débarquer sur le sol français a été exploité pour démontrer que seule l'armée russe était en mesure de lutter efficacement contre les nazis. Les morts provoquées par les bombardements et les douleurs qu'elles suscitent servent également d'éléments favorables à une propagande qui prétend que les Russes se battent suivant les méthodes traditionnelles et ne s'en prennent point à la population civile » [35].

Le déficit de sympathie enregistré dans ce morceau initial de la sphère d'influence états-unienne se maintint entre la Libération de Paris et la fin de la guerre en Europe, comme l'attestent les sondages de l'Ifop d'après-Libération, parisien (« du 28 août au 2 septembre 1944 ») et de mai 1945, national (déjà cité) [36]. Il fut après-guerre, on l'a dit, d'abord progressivement, puis brutalement comblé. Il n'est donc plus grand monde pour rappeler qu'après la bataille des Ardennes (décembre 1944-janvier 1945), seuls combats importants livrés par les Anglo-Saxons contre des troupes allemandes (9 000 morts états-uniens) [37], le haut-commandement de la Wehrmacht négocia fébrilement sa reddition « aux armées anglo-américaines et le report des forces à l'Est » ;

► que, fin mars 1945, « 26 divisions allemandes demeuraient sur le front occidental », à seule fin d'évacuation « vers l'Ouest » par les ports du Nord, « contre 170 divisions sur le front de l'Est », qui combattirent farouchement jusqu'au 9 mai (date de la libération de Prague) [38] ;

► que le libérateur états-unien, qui avait doublé à la faveur de la

guerre son revenu national, avait sur les fronts du Pacifique et d'Europe perdu 290 000 soldats de décembre 1941 à août 1945 [39] : soit l'effectif soviétique tombé dans les dernières semaines de la chute de Berlin, et 1 % du total des morts soviétiques de la « Grande guerre patriotique », près de 30 millions sur les 50 totaux.

Du 6 juin 1944 au 9 mai 1945, Washington acheva de mettre en place tout ou presque pour rétablir le « cordon sanitaire » que les rivaux impérialistes anglais et français avaient édifié en 1919 ; et pour transformer en bête noire le pays le plus chéri des peuples d'Europe (français inclus). La légende de la « Guerre froide » mériterait les mêmes correctifs que celle de l'exclusive libération états-unienne de l'Europe [40].

Annie Lacroix-Riz

[1] Frédéric Dabi, « 1938-1944 : Des accords de Munich à la libération de Paris ou l'aube des sondages d'opinion en France », février 2012, chiffres extraits du tableau, p. 5. Total inférieur à 100 : 3 autres données : Angleterre ; 3 pays ; sans avis.

[2] *Ibid.*, p. 4.

[3] Campagne si délirante qu'un journal électronique lié aux États-Unis a le 2 mai 2014 a prôné quelque pudeur sur l'équation CIA=démocratie. Cf. « Deux mots, deux armes de désinformation massive sur l'Ukraine », par Charles Grandjean, *The Hunffington Post*, 5 mai 2014.

[4] Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich 1914-1944*, Paris, Armand Colin, 2010 (2e édition).

[5] Lynn E. Davis, *The Cold War begins [...] 1941-1945*, Princeton, Princeton UP, 1974 ; Lloyd Gardner, *Spheres of influence [...], 1938-1945*, Chicago, Ivan R. Dee, 1993 ; Geoffrey Roberts, *Stalin's Wars : From World War to Cold War, 1939-1953*. New Haven & London : Yale University Press, 2006, traduction chez Delga, septembre 2014.

[6] *Tél. 1450-1467* de Bérard, Bonn, 18 février 1952, Europe généralités 1949-1955, 22, CED, archives du ministère des Affaires étrangères (MAE).

[7] *Note État-major*, anonyme, 15 septembre 1938 (modèle et papier des notes Gamelin), N 579, Service historique de l'armée de terre (SHAT).

[8] *Moral de la région parisienne*, note reçue le 22 avril 1943, F1a, 3743, Archives nationales (AN).

[9] Lacroix-Riz, *L'histoire contemporaine toujours sous influence*, Paris, Delga-Le temps des cerises, 2012.

[10] *Revendication de paternité*, t. 1 de ses mémoires, *Un ambassadeur se souvient. Au temps du danger allemand*, Paris, Plon, 1976, p. 458, vraisemblable, vu sa correspondance du MAE.

[11] *Rapport 556/EM/S au général Koeltz*, Wiesbaden, 16 juillet 1941, W3, 210 (Laval), AN.

[12] Les difficultés « des Allemands » nous menacent, se lamenta fin août Tardini, troisième personnage de la secrétairerie d'État du Vatican, d'une issue « telle que Staline serait appelé à organiser la paix de concert avec Churchill et Roosevelt », entretien avec Léon Bérard, lettre Bérard, Rome-Saint-Siège, 4 septembre 1941, Vichy-Europe, 551, archives du ministère des Affaires étrangères (MAE).

- [13] Michael Sherry, *Preparation for the next war, American Plans for postwar defense, 1941-1945*, New Haven, Yale University Press, 1977, chap. 1, dont p. 39.
- [14] Exemples français et scandinave (naguère fief britannique), Lacroix-Riz, « Le Maghreb : allusions et silences de la chronologie Chauvel », *La Revue d'Histoire Maghrébine*, Tunis, février 2007, p. 39-48 ; *Les Protectorats d'Afrique du Nord entre la France et Washington du débarquement à l'indépendance 1942-1956*, Paris, L'Harmattan, 1988, chap. 1 ; « L'entrée de la Scandinavie dans le Pacte atlantique (1943-1949) : une indispensable "révision déchirante" », *guerres mondiales et conflits contemporains (gmcc)*, 5 articles, 1988-1994.
- [15] Sherry, *Preparation*, p. 39-47 (citations éparées).
- [16] Sarcasme de l'ambassadeur états-unien H. Freeman Matthews, ancien directeur du bureau des Affaires européennes, dépêche de Dampierre n° 1068, Stockholm, 23 novembre 1948, Europe Généralités 1944-1949, 43, MAE.
- [17] Tél. Bonnet n° 944-1947, Washington, 10 mai 1949, Europe généralités 1944-1949, 27, MAE, voir Lacroix-Riz, « L'entrée de la Scandinavie », *gmcc*, n° 173, 1994, p. 150-151 (150-168).
- [18] Martin Sherwin, *A world destroyed. The atomic bomb and the Grand Alliance*, Alfred a Knopf, New York, 1975 ; Sherry Michael, *Preparation ; The rise of American Air Power : the creation of Armageddon*, New Haven, Yale University Press, 1987 ; *In the shadow of war : the US since the 1930's*, New Haven, Yale University Press, 1995.
- [19] Williams, Ph.D., *American Russian Relations, 1781-1947*, New York, Rinehart & Co., 1952, et *The Tragedy of American Diplomacy*, Dell Publishing Co, New York, 1972 (2e éd).
- [20] Richard W. Van Alstyne, recension d'*American Russian Relations*, *The Journal of Asian Studies*, vol. 12, n° 3, 1953, p. 311.
- [21] Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Essai de vulgarisation, Paris, Le Temps des cerises, 2001 (1e édition, 1917), p. 172. Souligné dans le texte.
- [22] Élément clé de l'analyse révisionniste, dont Gardner, *Spheres of influence*, essentiel.
- [23] Tél. 861.01/2320 de Harriman, Moscou, 13 mars 1944, *Foreign Relations of the United States 1944, IV, Europe*, p 951 (en ligne).
- [24] *Ibid.*
- [25] Lacroix-Riz, « Politique et intérêts ultra-marins de la synarchie entre Blitzkrieg et Pax Americana, 1939-1944 », in Hubert Bonin et al., *Les entreprises et l'outre-mer français pendant la Seconde Guerre mondiale*, Pessac, MSHA, 2010, p. 59-77 ; « Le Maghreb : allusions et silences de la chronologie Chauvel », *La Revue d'Histoire Maghrébine*, Tunis, février 2007, p. 39-48.
- [26] Dont la capitulation de l'armée Kesselring d'Italie, opération *Sunrise* négociée en mars-avril 1945 par Allen Dulles, chef de l'OSS-Europe en poste à Berne, avec Karl Wolff, « chef de l'état-major personnel de Himmler » responsable de « l'assassinat de 300 000 juifs », qui ulcéra Moscou. Lacroix-Riz, *Le Vatican*, chap. 10, dont p. 562-563, et *Industriels et banquiers français sous l'Occupation*, Paris, Armand Colin, 2013, chap. 9.
- [27] Jean-Baptiste Duroselle, *L'Abîme 1939-1945*, Paris, Imprimerie nationale, 1982, passim ; Lacroix-Riz, « Quand les Américains voulaient gouverner la France », *Le Monde diplomatique*, mai 2003, p. 19 ; *Industriels*, chap. 9.
- [28] David F Schmitz, *Thank God, they're on our side. The US and right wing dictatorships, 1921-1965*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1999.
- [29] Index Suhard Lacroix-Riz, *Le choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, et *De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3e République, 1938-1940*, Paris, Armand Colin, 2010 (2e édition) et 2008.
- [30] LIBE/9/14, 5 février 1943 (visite récente), F1a, 3784, AN. Taylor, Vatican, chap. 9-11 et index.
- [31] Information d'octobre, reçue le 26 décembre 1943, F1a, 3958, AN, et *Industriels*, chap. 9.
- [32] Lettre n° 740 du commissaire des RG au préfet de Melun, 13 février 1943, F7, 14904, AN.

- [33] Renseignement 3271, arrivé le 17 février 1943, Alger–Londres, 278, MAE.
- [34] Informations du 15 mai, diffusées les 5 et 9 juin 1944, F1a, 3864 et 3846, AN.
- [35] Information du 13 juin, diffusée le 20 juillet 1944, « le PC à Grenoble », F1a, 3889, AN.
- [36] M. Dabi, directeur du département Opinion de l'Ifop, phare de l'ignorance régnant en 2012 sur l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, déplore le résultat de 1944 : « une très nette majorité (61 %) considèrent que l'URSS est la nation qui a le plus contribué à la défaite allemande alors que les États-Unis et l'Angleterre, pourtant libérateurs du territoire national [fin août 1944 ??], ne recueillent respectivement que 29,3 % et 11,5 % », « 1938-1944 », p. 4, souligné par moi.
- [37] Jacques Mordal, *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Larousse, 1979, t. 1, p. 109-114.
- [38] Gabriel Kolko, *The Politics of War. The World and the United States Foreign Policy, 1943-1945*, New York, Random House, 1969, chap. 13-14.
- [39] Pertes « militaires uniquement », Pieter Lagrou, « Les guerres, la mort et le deuil : bilan chiffré de la Seconde Guerre mondiale », in Stéphane Audoin-Rouzeau et al., dir., *La violence de guerre 1914-1945*, Bruxelles, Complexe, 2002, p. 322 (313-327).
- [40] Bibliographie, Jacques Pauwels, *Le Mythe de la bonne guerre : les USA et la Seconde Guerre mondiale*, Bruxelles, Éditions Aden, 2012, 2e édition ; Lacroix-Riz, *Aux origines du carcan européen, 1900-1960. La France sous influence allemande et américaine*, Paris, Delga–Le temps des cerises, 2014.

Source : « Le débarquement du 6 juin 1944, du mythe à la réalité », par Annie Lacroix-Riz, *Réseau Voltaire*, 4 juin 2014, www.voltairenet.org/article184071.html